



Arrêté du 7 dhou el kaada 1419 correspondant au 23 février 1999 fixant les modalités d'application de l'article 301 du code des douanes.

Le ministre de finances,

- Vu l'ordonnance n° 66-154 du 08 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure civile, notamment ses articles 371, 372, 373 ;
- Vu l'ordonnance n° 66-156 du 08 1966, modifiée et complétée, portant code pénal, notamment son article 175 ;
- Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;
- Vu la loi n° 76-105 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code de l'enregistrement, notamment ses articles 61 et 262 ;
- Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes, notamment son article 301 ;
- Vu le décret présidentiel n° 98-428 du aouel ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du gouvernement ;
- Vu le décret exécutif n° 91-76 du 16 mars 1991, modifié et complété, relatif à l'organisation et au fonctionnement des services extérieurs de l'administration des douanes ;
- Vu le décret exécutif n° 93-329 du 13 rajab 1414 correspondant au 27 décembre 1993, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des douanes ;
- Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;
- Vu l'arrêté du 17 septembre 1990 fixant les conditions d'aliénation par l'administration des douanes des objets confisqués ou de ceux dont elle accepte l'abandon ;

Arrête :

Article 1^{er} : En application de l'article 301 de la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979 susvisée, le présent arrête a pour objet de fixer les conditions de vente des marchandises confisquées, celles dont l'abandon a été accepté par l'administration des douanes ainsi que celles dont la vente a été autorisée dans le cadre des dispositions des articles 288 et 300 de la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, susvisée

Art. 2- : L'aliénation des marchandises visées à l'article 1^{er} ci-dessus a lieu par voie d'adjudication aux enchères publique.

Toutefois, l'administration des douanes peut :

- consentir, pour des considérations d'utilité publique ou d'opportunité, des cessions amiables :

- remettre gracieusement à des hôpitaux, hospices, aux associations caritatives ainsi qu'aux établissements à caractère humanitaire, certaines marchandises telles que les produits alimentaires et médicaments dont la valeur sur le marché n'excède par vingt mille (20000) dinars algériens ;

- remettre gracieusement aux bibliothèques et musées nationaux, les objets revêtant un intérêt historique ou documents susceptibles d'être classés dans le domaine public.

Les modalités pratiques de ces cessions seront déterminées par décision du directeur générale des douanes.

Art. 3 : Toute vente, par voie d'adjudication, est précédée d'une publicité dont le modèle d'avis est joint en annexe.

Ces avis d'adjudication sont portés à la connaissance du public dix (10) jours au moins et trente (30) jours au plus avant la date d'adjudication fixée par l'administration des douanes ; ces avis comportent les adresses des lieux d'adjudication.

Les marchandises proposées à la vente peuvent être examinées durant les heures de bureau, pendant les quarante huit (48) heures précédentes l'adjudication par les candidats acquéreurs.

Ces avis sont

- Insérés dans un moins deux (2) journaux quotidiens nationaux ;

- Affichés dans les bureaux des douanes et aux sièges des assemblées populaires communales.

Art. 4. : L'adjudication est effectuée par le receveur des douanes dans le ressort duquel la vente a lieu.

Art. 5. : A défaut d'offres ou d'enchères suffisantes, les objets sont retirés de la vente pour être représentés à une vente ultérieure.

Art. 6. : Faute de paiement au comptant, les objets sont revendus sur le champ à la folle enchère de l'adjudication.

Art. 7. : Les marchandises sont aliénées libres de tous droits et taxes perçus par la douane.

Un extrait du procès-verbal de cession certifié conforme par le receveur des douanes est remis à chaque adjudication.

Article 8 : L'administration des douanes peut faire procéder à la destruction ;

- Des marchandises reconnues falsifiées ou contrefaites, de celles qui ont été reconnues non admises à la consommation par les autres services de contrôle ;
- Des produits nuisibles à la santé publique ;
- Des objets susceptibles de porter atteinte aux mœurs ou à l'ordre public.

Ces destructions doivent être constatées par des procès-verbaux.

Article 9 : Les dispositions de l'arrêté du 17 septembre 1999 susvisé, sont abrogées.

Art. 10 : Le présent arrêté sera publié au **Journal Officiel** de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Dhou El Kaada 1419 correspondant au 23 février 1999.

P. Le ministre des finances
Le ministre délégué auprès du ministre des finances,
Chargé du budget
Ali BRAHITI.

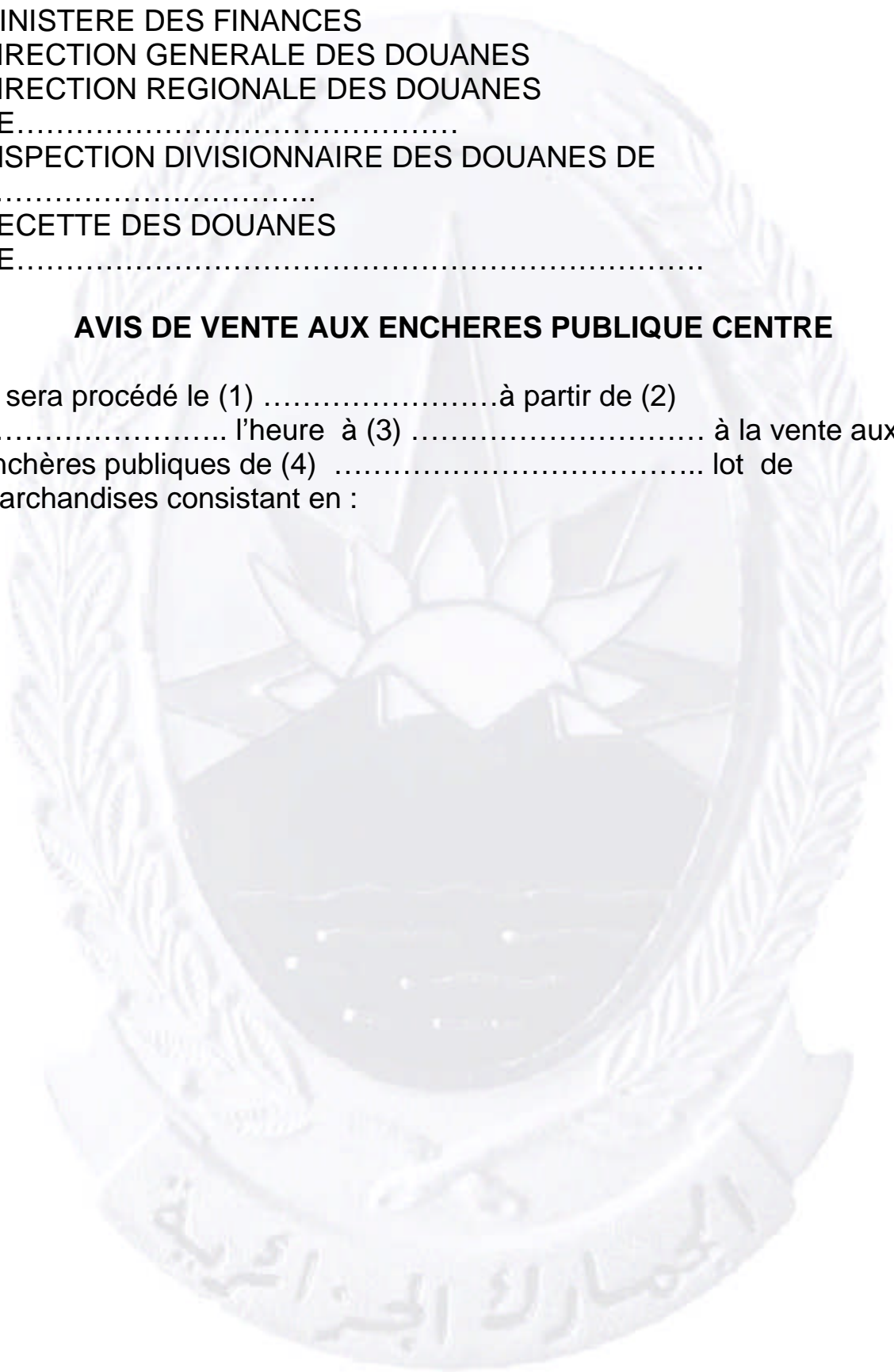
ANNEXE
MODELE D'AVIS DE VENTE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES
DE.....
INSPECTION DIVISIONNAIRE DES DOUANES DE
.....
RECETTE DES DOUANES
DE.....

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUE CENTRE

Il sera procédé le (1)à partir de (2)
..... l'heure à (3) à la vente aux
enchères publiques de (4) lot de
marchandises consistant en :

-
-
-
-



CONDITION DE VENTE

Les marchandises sont adjudgées libres de tous droits et taxes au plus offrant et dernier enchérisseur et ne sont remises que contre paiement au comptant, en espèces ou par chèque certifié.

Les frais d'enregistrement ainsi que l'enlèvement des marchandises sont à la charge des adjudications.

Les marchandises sont à enlever dans les 48 heures qui suivent l'adjudication

Les lots adjudgés et payés que le preneur n'aura pas enlevés dans un délai de huit (8) jours seront, après mise en demeure adressée à l'intéressé, laissés sur les lieux de la vente à ses frais et à ses risques et périls.

Les marchandises sont vendues dans l'état où elles se trouvent sans garantie de la part de l'administration des douanes, aucune réclamation ne pouvant être admise pour quelque cause ce soit.

Les visites sont autorisées 48 heures avant la vente, pendant les heures de travail.

(1)-(2)-(3)-(4)-précise respectivement la date, l'heure et le lieu où se déroulera la vente, ainsi que le nombre de lots et la consistance de ceux-ci.